

Historiciser et sociologiser les études sur le numérique

*Porter le regard sur les processus historiques
et les acteurs pour étudier les dispositifs web*

< Anaïs Theviot >

*Sciences po Bordeaux, centre Emile Durkheim
a.theviot@gmail.com*

DOI:10.3166/RIN.4.473-490 © AFDI 2015

< RÉSUMÉ >

Cet article prend comme point de départ les écueils de la plupart des travaux sur le numérique : le manque de mise en perspective sociologique et historique. La focale portée sur le dispositif a conduit à un certain tropisme techniciste – qu’il soit utopiste ou critique – dont il s’agit de s’écarter ici. L’idée est de retourner la focale et de porter le regard en priorité sur les acteurs et les processus historiques, en prenant au sérieux les apports spécifiques des sciences sociales pour travailler les terrains du web. Autrement dit, il s’agit d’étudier le numérique avec un ancrage de chercheur en sciences sociales – et dans mon cas, de politiste.

< ABSTRACT >

This article takes as starting point the stumbling blocks of most of the studies about digital technology: the lack of sociological and historic analysis. Center on the device led to certain technical tropism - utopian or criticizes – and we would like to move away in this article. The idea is to study the actors and the historic processes, by taking seriously the specific contributions of the social sciences to analyze the grounds of Web. In other words, it is a question of studying the digital technology with researcher’s anchoring in social sciences - and in my case, of political analyst.

< MOTS-CLÉS >

Internet, sociologie critique, perspective socio-historique, acteurs, dispositifs numériques, méthodologie, web politique.

< KEYWORDS >

Internet, sociology, socio-history, actors, digital devices, methodology, web politics.

Un constat de nouveauté, cela se manie, dans les sciences sociales, avec des pincettes ou avec une longue cuillère : historiens et sociologues ont vu assez d'entre eux échaudés pour avoir voulu servir à l'état incandescent cette potion diabolique.

(Passeron, 1987, 129).

1. Introduction. Pour une sociologie critique des études sur le numérique

L'analyse « à chaud »¹ du « printemps arabe » atteste de la fascination suscitée par le web politique. Certains n'ont pas hésité à parler de « révolution Facebook » ou de « révolution Twitter », faisant de l'essor des réseaux sociaux la cause principale du déclenchement de tels mouvements contestataires. D'autres chercheurs, au contraire, ont affirmé qu'Internet n'avait joué aucun rôle. Ces conclusions caricaturales soulignent la nécessité de déconstruire certains présupposés qui entourent le numérique. Les travaux académiques souffrent (encore) d'un tropisme techniciste, découpant les analyses entre approches utopique et critique. Se dégagent ainsi deux pôles opposés : les « cyber-optimistes » qui considèrent que les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont favorables à la participation citoyenne et les « cyber-pessimistes » qui estiment que la multiplication des dispositifs numériques ne change rien². Le risque est grand de céder à une forme d'idéalisme ou à l'inverse, de défaitisme et de plaquer ainsi sur la réalité des représentations préconçues.

La force des sciences sociales est pourtant bel et bien leur portée critique, au sens où l'analyse empirique permet de déconstruire des savoirs immédiats, des prénotions. Avec l'objet de recherche web, les positions semblent se cristalliser dans des conclusions duales caricaturales ce qui conduit certains chercheurs à dévaloriser les études

1. Des travaux plus récents (Cuny et Nez, 2013 ; Faris, 2012) ne souffrent pas des mêmes écueils. Ces derniers ont pris le temps de décortiquer leurs données empiriques et d'insuffler un recul réflexif à leurs recherches.

2. « Les cyber-pessimistes expriment des doutes quant à la capacité d'Internet à fonctionner comme davantage qu'une vitrine – fournissant une batterie riche d'information en ligne, mais peu exploitée pour offrir des occasions d'interactions véritables » [nous traduisons] (Norris, 2001, 20).

sur le numérique. Présentée souvent comme accessoire, l'analyse du numérique est reléguée au rang de gadget – notamment en science politique – pour des chercheurs en mal de distraction. Les notions de « représentation directe »³, « granularité » (Chadwick, 2012) ou « culture numérique »⁴ sont fortement ancrées en sociologie des médias et en sciences de l'information et de la communication et ne se retrouvent que rarement dans des travaux de politistes. Ce cloisonnement disciplinaire n'est pas fécond pour la recherche. Cet article entend ainsi dépasser ces barrières et invite à « historiciser » et à « sociologiser » le numérique.

Il s'agit de souligner comment, concrètement, avec leur(s) culture(s) propre(s), les sciences sociales peuvent également s'emparer des technologies numériques érigées en culture et les soumettre à la question. Un des éléments de la (des) culture(s) des sciences sociales est leurs méthodes d'enquête. Cet article insiste sur la réflexivité méthodologique et souligne la pertinence de ne pas renier – face à la fascination pour la technique – les formes classiques d'enquête en sciences sociales pour étudier les espaces du web.

2. Sortir du « présentisme » et d'une vision duale caricaturale

« Il n'y a pas un foutu vote à gagner sur l'Internet ! », telle est la déclaration du directeur de campagne de John Kerry, Jim Jordan, pendant les primaires américaines de 2003. Depuis, les partis politiques que ce soit européens ou américains se livrent à de véritables « courses virtuelles » (Barboni et Treille, 2010, 1137) pour afficher leur rénovation et mobiliser les électeurs. Quelques chiffres permettent de saisir l'ampleur de ce nouvel engouement pour le numérique : on compte, en 2015, trois milliards d'internautes, dont 974 millions possèdent un profil Facebook (20 millions en France). Avec un mail ou

3. Cette notion de « représentation directe » fait référence à un système politique où les citoyens seraient considérés en acte comme les égaux des décideurs politiques. Ces derniers seraient soumis à un exercice permanent d'*accountability*. Internet serait alors utilisé pour soutenir un dialogue permanent entre gouvernants et gouvernés (Coleman, 2005).

4. Se reporter à la revue de la littérature de L. Monnoyer-Smith (2011) des travaux issus des *cultural studies* qui développent le concept de culture numérique.

un message sur un réseau social, les partis politiques peuvent entrer directement dans les foyers de leurs futurs électeurs, tout en personnalisant leur communication en fonction du profil de l'internaute (donateurs, adhérents, abstentionniste, etc.) afin d'en améliorer l'efficacité. En l'espace de dix ans, le web a modifié les manières de penser et de faire campagne ; si bien que l'on pourrait être amené à affirmer qu'Internet a tout changé. Même si l'usage d'outils numériques est devenu un impératif pour les partis politiques – notamment en période de campagne électorale –, il existe des continuités fortes au sein même des organisations, elles-mêmes fortement hiérarchisées et structurées par des cadres et des manières de faire traditionnelles.

Pour dépasser le cloisonnement de la littérature académique, découpée entre « cyber-optimistes » et « cyber-pessimistes », il convient de sortir du présentisme et d'adopter une perspective socio-historique afin de remettre en contexte ce qui apparaît encore comme des « révolutions ».

2.1. Dépasser la dichotomie entre cyber-pessimistes et cyber-optimistes pour saisir les dimensions processuelles

Depuis le début des années 1990, c'est vers Internet que se tournent tous les espoirs et les discours utopiques sur les effets du numérique, concernant notamment la participation politique, se multiplient (Serfaty, 1999). Avec cet outil de communication et d'échange d'informations à l'échelle planétaire, toutes les personnes connectées pourraient, *a priori*, débattre et partager à distance des textes, des documents, des vidéos, etc. De façon récurrente, chaque nouvelle technologie de communication fait l'objet de présupposés sur son aptitude à mobiliser davantage les citoyens et à moderniser les institutions.

La radio, la télévision, la vidéo communautaire, les radios libres et les formes balbutiantes de l'Internet (BBS, listservs, Usenet) ont toutes suscité des espoirs d'une appropriation citoyenne intense permettant l'avènement d'une démocratie forte. (Monnoyer-Smith, 2011, 157).

Cette production d'imaginaires associés aux innovations techniques permet leur diffusion auprès des premiers utilisateurs et contribue à l'incorporation du numérique dans des projets. Autrement dit, « l'imaginaire est un élément constitutif du processus d'innovation » (Coutant, 2012, 8). Cet effet de nouveauté a insufflé les analyses du numérique. Vedel souligne que les travaux portant sur la démocratie électronique sont marqués par un certain idéalisme, lié à un manque de données empiriques portant sur ses modalités concrètes : « La démocratie électronique est encore une idée adolescente, idéaliste et parfois oublieuse de l'histoire » (Vedel, 2003, 243).

L'accumulation d'analyses empiriques produites dès le début des années 1990 aux Etats-Unis⁵ et au milieu des années 2000 en France a contrebalancé cette utopie et a largement contribué à déconstruire les imaginaires d'Internet. L'ouvrage de Margolis et Resnick (2000), au titre significatif, *Politics as usual. The Cyberspace Revolution* a offert, en l'an 2000, une visibilité internationale à cette vision critique. Le clan des « cyber-pessimistes » est alors définitivement formé avec la publication des travaux de Morozov : *The Net Desilusion* (2011). Pourtant peu fondée empiriquement, sa thèse du « slacktivism »⁶ a suscité de nombreux débats. Pour cet auteur, les pratiques politiques en ligne n'auraient aucune influence sur les décisions politiques et permettraient seulement de laisser penser aux internautes-militants qu'ils contribuent au jeu politique.

Mes travaux sur l'usage du web par les partis politiques français en période de campagne (Theviot, 2014) soulignent que la rhétorique de l'innovation dissimule une inertie des pratiques et un maintien, voire un renforcement des règles internes de l'institution partisane. Cette conclusion pourrait me classer parmi les rangs des cyber-pessimistes. Or, mon travail ne nie pas le changement. L'usage du web en période de campagne électorale met en lumière la diffusion d'un modèle entrepreneurial, caractérisé par la professionnalisation accrue des

5. Les travaux de Fuchs et Kaase (2000) montrent que la démocratie électronique ne va pas produire de miracle : elle est de nature à exclure les citoyens les moins actifs et expose les citoyens les plus actifs à de nombreuses déceptions en multipliant les possibilités de conflits.

6. On pourrait traduire cette formule par « militantisme mou » ou « activisme faible ».

équipes de campagne et la priorité donnée à la performance *via* la rationalisation du militantisme. Mes résultats rendent compte de ces évolutions latentes qui dépassent le domaine du web et, dans le même temps, des difficultés pour les partis politiques de se saisir réellement des innovations. On serait dans une logique de « monstration de la modernité » (Alam et Godard, 2007).

L'ambition de ma démarche est de proposer une analyse sociologique du web qui, sans nier les changements potentiels, souligne dans le même temps les continuités. Il s'agit de s'inscrire dans une troisième voie qui se dégage d'une approche duale et tenter ainsi de s'émanciper de l'opposition entre « permanence » (rien ne change) et « rupture » (tout a changé) qui a structuré les études sur le web politique. S'intéresser aux continuités et permanences permet de travailler, à nouveaux frais, la controverse internationale sur les effets de nouveauté supposément induits par le numérique.

2.2. De l'utilité d'une mise en perspective socio-historique

Porter le regard sur le web permet d'éclairer de nombreuses tendances latentes du champ politique. S'interroger sur la « nouveauté » implique une grande prudence. Ce sont généralement les acteurs eux-mêmes qui parlent d'innovations, de changements, de nouveautés et le chercheur se doit d'examiner la dimension rhétorique – voire injonctive – de ces croyances, sans pour autant prendre comme présupposé que le champ sémantique du « nouveau » n'existe pas. Dans cette perspective, je plaide pour « historiciser » les études sur le numérique. Autrement dit, il s'agit de penser le changement dans la durée.

Par principe, interroger la « nouveauté » demande de prendre en compte le passé. Le passage en revue de la littérature sur l'usage du web par les partis politiques amène à identifier une limite commune à l'ensemble de ces travaux : le manque de perspective historique. Que ce

soit pour les études anglophones⁷ ou francophones, le numérique est souvent pris comme un objet de recherche « nouveau » et s'avère peu ancré dans les dynamiques partisans et professionnelles à long terme. Il est étudié dans le contexte d'une élection ou d'un événement, mais est rarement compris dans une approche plus globale qui irait questionner les mutations des organisations partisans *via* l'intégration en interne de « nouveaux » profils politiques dans les services (Aldrin, 2007). En France, le manque de mise en perspective historique a conduit par exemple à une certaine naturalisation de la campagne de Ségolène Royal en 2007, comme point de départ de l'organisation de l'activisme de terrain en ligne. S'obliger à prendre un certain recul historique permet de mettre au jour les enjeux internes aux partis politiques qui ont présidé à l'introduction du numérique. La publication de l'article de Barboni et Treille (2010) sur le réseau social socialiste, la *Coopol*, aide à saisir les étapes internes au Parti Socialiste (PS) qui ont amené le parti à s'engager dans le développement de cette plateforme numérique. Mais ce type d'approche historique est minoritaire dans les travaux portant sur le web politique.

Par exemple, les *webcampaigners*, à l'instar des agents électoraux (Phélippeau, 1996), semblent être des intermédiaires qui assurent un « rôle de médiation entre le social et le politique » (Miquet-Marty, 1997, 48). Les caractéristiques de ces « nouveaux » groupes professionnels peuvent ainsi être questionnés au regard de la construction d'autres types d'expertises qui ont déjà émergé par le passé.

Une mise en perspective historique permettrait de travailler, à nouveau frais, des modèles de changement, tels que l'institutionnalisme historique (Pierson, 1993, 2000). Mais les difficultés méthodologiques pour introduire une perspective historique dans les études sur le numérique sont nombreuses. Pour mon enquête, une centaine d'entretiens ont été réalisés avec des adhérents du PS et de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP), ainsi que des membres des équipes numériques de campagne de l'élection présidentielle de 2002, 2007 et 2012. Au moment des interviews (en 2012-2013), soit quatre ans à dix

7. On retrouve ce biais dans les études anglo-saxonnes, si bien que D. Kreiss (2012) invite ses collègues américains à reconsidérer la dimension temporelle dans leurs recherches.

ans plus tard, les enquêtés n'avaient plus précisément en tête le déroulement de la campagne de 2002 ou de 2007. Il en reste des représentations construites, imaginées, réinventées *a posteriori*. Si le caractère rétrospectif de cette enquête présente des biais, notamment de reconstruction *a posteriori*, elle permet de dégager les systèmes de justifications des acteurs, fait ressortir les fantasmes et mythes qui imprègnent le discours des enquêtés et donne à voir comment est considéré le numérique au sein de l'institution partisane.

La plupart des enquêtes doivent composer avec cette limite temporelle (Demazière, Samuel, 2010), mais celle-ci s'avère ici encore plus prégnante⁸ puisque pour les acteurs du développement d'Internet, quelques années constituent une éternité⁹. Pour étudier le passé, les archives sont une ressource majeure. Or, l'archivage du web, dans un but scientifique, est une dynamique récente, mais actuellement bien prise en compte (coopération entre bibliothèques nationales, groupes de recherches, etc.).

2.3. Mobiliser des concepts de science politique pour questionner les innovations numériques

Le concept de dépendance au sentier ou *path dependence* peut être utile pour analyser l'enracinement de l'institution partisane dans des façons de faire. À la suite de l'article pionnier de David (1985), cette notion a été utilisée en science politique (Pierson, 1993, 2000), notamment dans l'analyse des politiques publiques (Palier, 2010) afin de mettre au jour la continuité de leurs trajectoires (Merrien, 1990). Un exemple est souvent donné afin d'illustrer ce concept : il s'agit du maintien du clavier d'ordinateur, malgré la découverte d'un clavier différent, plus adapté aux besoins présents. Le changement n'est pas opéré pour aller vers l'innovation car les coûts en termes d'apprentissage, de coordination et d'anticipation sont estimés trop élevés. North (1990) a montré que cette rigidité au changement tient

8. Les évolutions en termes d'innovations numériques sont tellement rapides que les acteurs peinent à se souvenir comment ils faisaient avant.

9. B. Wellman (2009) note que selon certains observateurs et acteurs d'Internet, les « années Internet » sont comme les « années de chien » : elles compteraient pour sept !

moins aux technologies elles-mêmes qu'au comportement des individus au sein des institutions. On peut transférer cette thèse au cas des institutions partisans¹⁰. Malgré des discours autour du changement, de la « rénovation »¹¹ ou de la « modernisation »¹² portés notamment par les partisans de l'introduction du numérique, le fonctionnement du parti est régi par des routines et règles internes, facteurs d'inertie.

Ce phénomène de dépendance au sentier permet aussi de questionner l'accumulation d'outils numériques par les partis politiques français : North (1990) parle d'un processus « d'accumulation institutionnelle » qui peut être transposé pour les dispositifs numériques – « accumulation numérique ». Dans le cas de l'accumulation institutionnelle, on constate l'existence cumulative et parfois contradictoire de certaines règles dans le cadre législatif. Dans le cas de l'accumulation numérique, il s'agit de la superposition d'outils qui sont censés avoir les mêmes fonctions, sans remettre en cause les précédents. Il s'agit par exemple de la survivance de la *Coopol* (réseau social du PS) par rapport à *toushollande.fr* ; tous deux conçus dans la perspective de l'élection présidentielle afin d'organiser le militantisme de terrain en ligne. « C'était un peu la même chose avec le parti démocrate. Avant *barackobama.com*, il y avait un outil organisationnel et puis ils l'ont mis en sommeil pour faire *barackobama.com*. Et après-demain, il y en aura peut-être un autre » (Benoît Thiéulin, directeur de l'agence web *Netscouade* et directeur de la campagne web de Ségolène Royal pour l'élection présidentielle de 2007. Entretien du 29 février

10. A. Panebianco (1988) souligne également, dans ses travaux, la prégnance de certaines règles qui sont établies au moment de la création de l'institution partisane. Il vient compléter les analyses sur les mutations des partis politiques, en y ajoutant une approche historique et épistémologique. Selon ce politiste italien, l'organisation du parti s'avère marquée par les conditions et règles qui président à sa fondation et sa mise en œuvre. Panebianco prolonge les travaux de M. Duverger en proposant un modèle complémentaire qui rend compte des transformations des partis politiques à travers l'idéal-type du « parti électoral-professionnel ». Il introduit deux éléments complémentaires : la position dans le gouvernement du parti (au pouvoir/dans l'opposition) et les dynamiques territoriales. Ce poids du passé qui forge l'identité du parti se retrouve dans la notion de dépendance au sentier que nous mobilisons ici. Mais elle ne se limite pas au moment de la création.

11. Terme employé au PS, faisant référence à la rhétorique rénovatrice récurrente dans les congrès socialistes depuis les années 1990.

12. Terme se référant davantage au vocabulaire employé à l'UMP.

2012). De cette accumulation, Fontaine et Hassenteufel concluent dans le cadre des politiques à une « hybridité associant le nouveau à l'ancien, le changement à la continuité ».

Mobiliser des concepts qui ont été travaillés en science politique – avec l'exemple ici de la notion de *dépendance au sentier* – pour questionner les innovations numériques s'avère heuristique pour saisir des phénomènes plus larges et ainsi proposer une montée en généralité. Il ne s'agit pas d'étudier le web pour le web, mais bien plutôt d'essayer de penser le web comme une entrée pour saisir les reconfigurations contemporaines des organisations et des processus politiques.

3. Renforcer la densité sociologique des études sur le numérique

Sur les terrains du web, les chercheurs ont eu tendance à se lancer « tout azimut » dans l'analyse des dispositifs. Les potentialités accrues des techniques informatiques pour recueillir des données numériques et construire des modèles ont renforcé cette « boulimie » du chercheur qui tend à amasser les données, sans protocole d'enquête systématique, ni même parfois de questions de recherche précises. L'outil technique et l'équipement informatique des sciences sociales, même sur les terrains du numérique, ne doivent pas être les seules portes d'entrée de l'analyse.

3.1. Mettre la focale sur les acteurs : ceux qui créent, gèrent, utilisent les dispositifs numériques

La sociologie des sciences et des techniques, s'est penchée sur le concept de « dispositif » en l'associant à des questionnements en termes d'objectivité et de subjectivité, à l'instar de B. Latour¹³ qui envisage les objets techniques comme un type d'« actants » parmi d'autres, associés aux humains « dans le tissage de la vie sociale » (Latour, 1994). Avec le succès du terme « dispositif » se joue en fait le lien entre l'homme et la

13. Les analyses latouriennes postulent un « monde plat » sans structure sociale ni détermination, dans lequel tout est « performé ». Nous n'adhérons pas à l'ensemble de son schéma explicatif, mais nous soulignons ici son apport dans la réflexion sur les relations homme/technique.

technique. Cette relation permet d'envisager les objets techniques, non pas comme des données, mais comme des construits. Leurs concepteurs y incorporent certains modèles, conceptions, cultures, représentations : « Dans cette perspective, le dispositif peut être vu comme une formation mixte, composée de symbolique *et* de technique » (Peeters, Charlier, 2006). Plusieurs travaux se sont aussi intéressés aux acteurs *via* l'étude des usages (« ce que font les gens avec les médias ») afin de se démarquer des études portant sur les effets des médias (« ce que les médias font aux gens »)¹⁴. Ces enquêtes ont contribué à mettre la focale sur les acteurs (humains et non-humains) et ont ouvert la voie à plusieurs champs d'études. On peut citer par exemple les travaux portant sur la genèse de l'innovation sociotechnique¹⁵, les études des significations d'usage (Jouët, 2000), les recherches relevant de l'étude ethnographique des usages (Conein, 2004) ou bien les travaux de sociologie critique des usages (Granjon, 2012).

Pourtant, le web est parfois encore perçu comme un objet d'étude en soi. On aurait pu expliquer cette approche dans les années 2000 par la « nouveauté » de cet objet de recherche mais des travaux récents (Marcheva, 2013) abordent encore le web politique à travers la focale unique de l'étude des dispositifs numériques (que ce soit *via* une analyse de contenu, textuelle ou de *design*). Analyser l'objet technique est bien entendu nécessaire, mais se limiter à cette perspective méthodologique nous semble très critiquable. Elle ne permet pas une analyse sociologique des gestionnaires de ces outils (à travers par exemple leur profil sociodémographique et leurs *carrières* politiques) qui influe sur leur manière de concevoir le dispositif. Cette approche va ainsi de pair avec l'omission des luttes de pouvoirs et de représentations qui entourent le dispositif (avant et pendant sa conception). Elle laisse aussi de côté les codes et les règles qui président à la gestion de l'outil et qui sont eux-mêmes inscrits dans des cultures partisans, des visions du web et des objectifs distincts. Enfin, elle néglige les trajectoires des usagers qui les amènent à appréhender et à s'approprier différemment ces interfaces. En somme, se focaliser sur l'objet technique fait prendre

14. Pour une revue de la littérature critique, se référer en bibliographie à la référence suivante (Breton, Proulx, 2006).

15. En particulier, le modèle de la traduction, cadré par la théorie de l'acteur-réseau développé par M. Callon (1986).

le risque au chercheur de surestimer la technique et de renouer avec les *imaginaires* du web, tout en ignorant les effets latents que son introduction peut avoir sur l'organisation.

J'ai pris conscience de l'importance d'une analyse par les acteurs en m'intéressant, dans mes travaux sur l'usage du web par les partis politiques, aux *carrières* individuelles de certains membres des équipes de campagne. Cette entrée a été un support essentiel pour étudier la montée en puissance du numérique dans les campagnes politiques françaises. L'intérêt porté aux acteurs permet alors d'interroger la professionnalisation des campagnes électorales, ainsi que les luttes de légitimité mises au jour par l'introduction d'Internet au sein des partis politiques. La technique très classique en sciences sociales de l'entretien – notamment l'entretien biographique – permet de dépasser l'interface et de saisir les dynamiques individuelles, voire collectives, des acteurs qui vont influencer sur l'outil technique. En effet, le dispositif numérique n'existe pas sans l'implication des acteurs qui le conçoivent, le gèrent et l'utilisent. Les innovations technologiques ne peuvent être intégrées aux campagnes électorales que si elles sont portées par des acteurs stratégiques et sont intégrées dans l'infrastructure politique¹⁶.

La focale sur l'objet technique est en train d'être dépassée et la nécessaire complémentarité des approches commence à faire consensus. La difficulté se trouve ensuite sur le terrain. Comment enquêter à la fois en ligne et hors ligne ? Comment disposer des données de qualité à la fois sur les dispositifs techniques et les acteurs ? Le risque est alors de produire un travail de terrain trop parcellaire. La recherche collective ou sur un temps long permet, en partie, de répondre à cette tension.

16. Quelques travaux ont déjà contribué à redonner une dimension sociologique à l'étude du web politique. Par exemple, L. Bargel (2008) consacre une partie de sa thèse (« Résistances et reconversions virtuelles ») aux logiques de concurrence entre les différentes équipes successives des Jeunes Populaires, à travers l'analyse des discussions de trois forums destinés aux débats internes, appuyés par des entretiens avec les gestionnaires des forums.

3.2. Travailler la complémentarité des méthodes d'enquêtes

Etudier à la fois le dispositif technique et les acteurs implique généralement d'opter pour un florilège de méthodes. La crainte est alors de se perdre dans un amoncellement de données qui n'arrive pas à faire sens dans une réflexion globale. Cette appréhension est amplifiée lorsqu'il s'agit d'allier méthode « en ligne » et méthode « hors ligne ». Ces deux types de méthodes sont souvent opposés car ils sont rattachés à des champs disciplinaires différents. Les études sur le numérique doivent, à mon sens, se nourrir du double apport de la sociologie politique et des sciences de l'information et de la communication. Il ne s'agit pas de juxtaposer les démarches et les méthodes, mais bien plutôt d'intégrer les regards disciplinaires dans un même schéma d'analyse. Les méthodes « en ligne » (*netnographie*, analyse de discussions en ligne *via* le recueil automatique de données, cartographie des réseaux d'expertise du web politique) – souvent rattachées au SIC – et les méthodes « hors ligne » (dans mon cas, entretiens avec les web-stratèges, immersion au sein des équipes web de campagne, analyse ethnographique des lieux de sociabilité, etc.) – classiquement employées en sociologie – s'avèrent complémentaires puisqu'elles offrent des visions de la réalité à des niveaux différents. Leur combinaison permet de mettre le doigt sur certaines incohérences entre par exemple des réponses données par un enquêté lors d'un entretien, contradictoires avec les pratiques observées en ligne de ce même acteur¹⁷. Ces zones de flottement sont souvent révélatrices d'un hiatus entre les discours officiels et les discours/pratiques officieux qu'il est pertinent d'explorer. Au cours de mon enquête, j'ai utilisé Facebook comme support d'observation des pratiques des enquêtés, notamment dans l'idée de comparer discours et pratiques observés en ligne. Le web est alors un terrain d'enquête, allié à une méthode : la *netnographie* (Theviot, 2013), autrement dit l'ethnographie en ligne.

Redonner une épaisseur sociologique à l'analyse de terrain du web implique de choisir des méthodes adaptées, dans un contexte où les possibilités techniques, particulièrement en matière de recueil et

17. J.-M. Weller (1994) constate des contradictions, chez un même individu entre les résultats d'un entretien semi-directif et ses observations. Cette constatation l'invite à rediscuter le concept d'identité.

d'analyse des données, semblent infinies. L'attrait des potentialités du numérique ne doit pas, à mon sens, se traduire par un recueil systématique des « traces » laissées par les internautes, qui seraient compilées pour faire masse. La démarche scientifique demande avant tout de choisir des méthodes adaptées pour tester une hypothèse et non pas de céder à la « boulimie » de la récolte de données.

4. Conclusion. Étudier le numérique avec un regard de politiste

Malgré les réticences de la science politique à travailler le web politique, cet objet d'étude s'insère parfaitement dans les questionnements actuels des recherches sur les partis politiques notamment. Cela permet par exemple de contribuer au débat sur les transformations partisanes, à la fois au niveau de l'organisation, mais aussi au niveau des acteurs qui s'y insèrent et qui l'utilisent. Cette faible attention accordée aux technologies numériques en science politique affecte la compréhension de la communication des partis politiques en campagne électorale. Le numérique est en effet devenu un impératif, « un obligatoire de campagne » (Ethuin et Lefebvre, 2002, 157) pour les partis politiques et ne peut donc plus être ignoré des politistes.

L'ambition de cet article est bel et bien de proposer un regard de politiste sur les études du numérique, sans pour autant dévaloriser l'apport des autres disciplines. La sociologie politique possède des traditions de recherche qu'il ne s'agit pas de mettre à mal lorsque l'on étudie le numérique. Au contraire, l'idée est de travailler avec les outils propres à la science politique pour renforcer la densité sociologie et la mise en perspective historique des travaux sur l'Internet.

Cet article défend en effet une approche sociologique de la web politique. De nombreux travaux s'intéressent aux « observables » disponibles en ligne, aux « traces » numériques et délaissent les acteurs (humains) – autrement dit, la dimension des pratiques, des carrières et des interactions, relatives aux processus de transmission et de diffusion de croyances et de normes professionnelles. Une des solutions proposée ici est de retourner la focale et de porter en priorité le regard sur les acteurs, sans nier l'intérêt d'analyser, dans un second temps, l'outil technique.

Cette perspective de recherche implique une diversification et une articulation des méthodes d'enquête. Cet article cherche à mettre en lumière la richesse d'allers-retours réguliers entre méthode « en ligne » – souvent centrée sur l'outil technique – et méthode « hors ligne » – s'intéressant aux acteurs –, permettant à chaque fois d'enrichir les résultats. L'analyse conjointe de données recueillies par des entretiens semi-directifs (en ligne *via Skype* par exemple et plus classiquement hors ligne), des questionnaires (diffusés en ligne et hors ligne), des observations (y compris de la *netnographie*), des analyses de réseaux en ligne et hors ligne (avec notamment l'appui des méthodes visuelles et des *link studies*), des enquêtes longitudinales *via* des entretiens permettra un apport empirique considérable. Seule cette diversification des méthodes d'analyse permettra de sociologiser les études sur le numérique et donnera un nouveau souffle à une approche trop techniciste du web politique. Mais cela demande de relever le défi périlleux de l'interdisciplinarité.

Bibliographie

- Alam Thomas, Godard Jérôme (2007). Réformes sectorielles et monstration de la modernité. *Politix*, vol. 3, n° 79, p. 77-100.
- Aldrin Philippe (2007). Si près, si loin du politique - L'univers professionnel des permanents socialistes à l'épreuve de la managérialisation. *Politix*, n°79, p. 25-52.
- Barats Christine (dir.) (2013). *Manuel d'analyse du web en sciences sociales*. Paris, A. Colin.
- Barboni Thierry, Treille Éric (2010). L'engagement 2.0. *Revue française de science politique*, n° 60, p. 1137-1157.
- Bargel Lucie (2008). *Aux avant-postes. La socialisation au métier politique dans deux organisations de jeunesse de parti. Jeunes populaires (UMP) et Mouvement des jeunes socialistes (PS)*. Thèse de science politique, Université de Paris 1.
- Breton Philippe, Proulx Serge (2006). *L'explosion de la communication. Introduction aux théories et aux pratiques de la communication*. Paris, La Découverte.
- Callon Michel (1986). The Sociology of an Actor-Network : the Case of the Electric Vehicle , dans Callon Michel, Law John et Rip Arie (dir.), *Mapping*

the Dynamics of Science and Technology: Sociology of Science in the Real World, Basingstoke, Macmillan, p. 19-34

- Chadwick Andrew (2012). Recent Shifts in the relationship between the Internet and Democratic Engagement in Britain and the United States. Granularity, Informational Exuberance and Political Learning, dans Anduiza Eva, Jensen Michael James et Jorba Laia (dir.), *Digital Media and Political Engagement Worldwide : A Comparative Study*, Cambridge University Press.
- Coleman Stephen (2005). New mediation and direct representation: reconceptualizing representation in the digital age, *New Media & Society*, vol. 7, n° 2, p. 177-198.
- Conein Bernard (2004). Cognition distribuée, groupe social et technologie cognitive. *Réseaux*, vol. 22, n° 124, p. 53-79.
- Coutant Alexandre (2012). La révolution ne sera pas numérisée. *Les Essentiels d'Hermès*, Internet et politique, CNRS Editions, p. 17-34.
- Cuny Cécile, Nez Héloïse (2013). La photographie et le film: des instruments de pouvoir ambivalents. *Participations. Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté*, n° 3, p. 7-46.
- David Paul A. (1985). Clio and the Economics of QWERTY. *The American Economic Review*, vol. 75, n° 2, p. 332-337
- Demazière Didier, Samuel Olivia (2010). Inscrire les parcours individuels dans leurs contextes, *Temporalités*, n° 11. <http://temporalites.revues.org/1167>
- Ethuin Nathalie, Lefebvre Rémi (2002). Les balbutiements de la cyberdémocratie électorale. Contribution à une analyse des usages politiques d'internet: le site de Martine Aubry lors des élections municipales de mars 2001, dans Serfaty Viviane (dir.), *L'Internet en politique, des Etats-Unis à l'Europe*, Strasbourg, p. 156-177.
- Faris David M. (2012). La révolte en réseau: le « printemps arabe » et les médias sociaux. *Politique étrangère*, n° 1, p. 99-109.
- Fontaine Joseph et Hassenteufel Patrick (dir.) (2002). *To change or not to change? Les changements de l'action publique à l'épreuve du terrain*. Rennes, PUR.
- Fuchs Dieter, Kaase Max (2000). Electronic Democracy, Communication présentée au 17^e Congrès Mondial de l'Association internationale de Science Politique, Québec.
- Granjon Fabien (2012). *Reconnaissance et usages d'internet. Une sociologie critique des pratiques de l'informatique connectée*. Paris, Presses des Mines.
- Jouët Josiane (2000). Retour critique sur la sociologie des usages. *Réseaux*, n° 100, p. 487-521.

- Kreiss Daniel (2012). *Taking our Country Back, The Crafting of Networked Politics from Howard Dean to Barack Obama*, Oxford, Oxford University Press.
- Latour Bruno, (1994). Une sociologie sans objet? Note théorique sur l'interobjectivité. *Sociologie du travail*, n° 4, p. 587-607.
- Marcheva Marta (2013). Facebook, un outil de communication électorale supplémentaire à maîtriser. La page Facebook de Marine Le Pen : entre présence et absence, dans Philippe J. Maarek (dir.), *Présidentielle 2012, une communication politique bien singulière*, Paris, L'Harmattan, p. 201-216.
- Miquet-Marty François (1997). Les agents électoraux. La naissance d'un rôle politique dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. *Politix*, vol. 10, n° 38, p. 47-62.
- Merrien François-Xavier (1990). État et politiques sociales : contribution à une théorie « néo-institutionnaliste ». *Sociologie du travail*, n° 3, p. 267-294.
- Monnoyer-Smith Laurence (2011). La participation en ligne, révélateur d'une évolution des pratiques politiques ?, *Participations*, n° 1, p. 156-185.
- Morozov Evgeny (2011). *The Net Delusion: The Dark Side of Internet Freedom*, New York, Public Affairs.
- Norris Pippa (2001). *Digital Divide: Civic Engagement, Information Poverty, and the Internet Worldwide*, Cambridge, Cambridge University Press.
- North Douglass C. (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Palier Bruno (2010) [3^e édition]. Path dependence (Dépendance au chemin emprunté), dans Boussaguet Laurie, Jacquot Sophie et Ravin Neil (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Presses de Sciences Po, p. 411-419.
- Panebianco Angelo (1988). *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Passeron Jean-Claude (1987). Attention aux excès de vitesse : le « nouveau » comme concept sociologique, *Esprit*, vol. 1, n° 4, 1987, p. 129-134.
- Peeters Hugues, Charlier Philippe (1999). Introduction - contribution à une théorie du dispositif, *Hermès*, n° 25, p. 15-23.
- Phélippeau Eric (1996). *Le baron de Mackau en politique. Contribution à une étude de la professionnalisation politique*. Thèse de science politique, Université Paris X.
- Pierson Paul (2000). « Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics », *American Political Science Review*, vol. 94, n°2, pp. 251-267.
- Pierson Paul (1993). When Effects Become Cause. Policy Feedback and Political Change. *World Politics*, vol. 45, n° 4, p. 595-628.

- Resnick David, Margolis Michael (2000). *Politics as usual. The Cyberspace "Revolution"*, Londres, Sage.
- Serfaty Viviane (1999). L'Internet : fragments d'un discours utopique. *Communication et langages*, n° 119, p. 106-117.
- Theviot Anaïs (2014). *Mobiliser et militer sur Internet. Reconfigurations des organisations partisans et du militantisme au Parti Socialiste et à l'Union pour un Mouvement Populaire*. Thèse de science politique, Institut d'Etudes politiques de Bordeaux.
- Theviot Anaïs (2013). Devenir « amis » avec 4 500 enquêtés. Les enjeux éthiques de l'analyse d'interfaces semi-privées. *TIC&Société*, vol. 7, n° 2. <http://ticetsociete.revues.org/1608>
- Vedel Thierry (2003). L'idée de démocratie électronique, visions, questions, dans Pascal Perrineau (dir.), *Le désenchantement démocratique*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, p. 243-266.
- Weller Jean-Marc (1994). Le mensonge d'Ernest Cigare. *Sociologie du travail*, vol. 36, n° 1, p. 25-42.
- Wellman Barry (2009). [Air-L] origins of « aninternetyearislike a dog year », courriel diffusé sur la liste de l'AoIR (Association of Internet Researchers). <http://listserv.aoir.org/pipermail/air-l-aoir.org/2009-June/019162.html>